

13^{ÈME} COLLOQUE AIRMAP
GESTION PUBLIQUE : FRACTURES ET COHÉSIO
PENSER/PANSER LES MAUX DE NOS SOCIÉTÉS

APPEL A CONTRIBUTION POUR L'ATELIER #7:
« Finance »

Présidents d'atelier:

Muriel Michel-Clupot

muriel.michel@univ-lorraine.fr

Serge Rouot

serge.rouot@univ-lorraine.fr

Université de Lorraine

IUP Finance de Nancy


IUP DE FINANCE NANCY
CEREFIGE (UR 3942)



Coordonnées où transmettre votre proposition

Contact information where to send your paper proposal

<https://airmap2024.sciencesconf.org/>

Si vous n'en avez pas, il est nécessaire de créer un compte sur le site

<https://www.sciencesconf.org>

If you don't have one, you need to create an account on the <https://www.sciencesconf.org> website.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'objectif de l'atelier est de fédérer les recherches relatives à la finance au sein du management public. Force est de constater que les crises successives (crise des *subprimes*, crise des produits structurés, crise des dettes souveraines et de l'Euro, Covid et post-Covid, crise climatique, conflits en Europe et dans le monde, reprise de l'inflation...) ont multiplié les fractures.

La réduction des marges de manœuvre budgétaires et les endettements massifs sont-ils davantage les causes des maux ou constituent-ils des remèdes à ces maux ? La finance dans le secteur public pose-t-elle trop de contraintes restrictives ou au contraire, la capacité d'emprunt ouvre-t-elle des perspectives de gestion ?

CONTEXTE, ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS

Dans le contexte régulier de crises et d'austérité que connaissent le pouvoir central et les exécutifs locaux, que devient le rôle du Financier ? Alors qu'il a consisté pendant longtemps à ajuster les recettes aux dépenses dans une procédure budgétaire, il sert plutôt désormais à subordonner l'exercice des compétences aux capacités de financement. La fonction financière est-elle plus une source de fractures ou de cohésion ?

- La redistribution des revenus *via* une fiscalité nationale ou locale, les dispositifs de péréquation entre collectivités, les dispositifs d'assurance de la Sécurité Sociale parviennent-ils à réduire, à contenir les fractures sociale et territoriale ? Quels moyens pour quels résultats ?
- Sous couvert d'une gestion par les objectifs et les résultats, le *New Public Management* n'aurait-il pas étendu une rigueur budgétaire, en passe de créer ses propres fractures, ou a *minima* de creuser leurs maux ? Quelles politiques d'austérité en découlent ? Pour qui dans la Société ? Quelles places pour les valeurs publiques ?
- Une finance plus verte et plus soutenable pourrait-elle réduire la fracture environnementale ? A titre d'illustration, la politique d'emprunt de l'Etat français sur les marchés, au travers des OAT vertes pourrait-elle contribuer à une croissance plus durable et plus responsable ?
- La contrainte financière et la mise en place de Partenariats Publics Privés orientent-elles vers un désengagement de la puissance publique et à terme, une moindre offre de services publics ? Ou est-ce une façon de préserver des prestations, afin d'éviter le stade ultime de la privatisation ?
- La technicité de la gestion de la dette et de la trésorerie dans les collectivités locales accentue-t-elle la fracture territoriale entre les grandes collectivités locales et les plus petites, entre les détentrices d'un service des finances étoffé ou émettrices de dette sur les marchés d'une part, et les prisonnières de la finance intermédiée ou des conseils du banquier ?

- Des finances publiques aux budgets sociaux préoccupants participent-elles efficacement au fil des crises, à la réduction des fractures ? Au sein des départements notamment, l'Etat doit-il pallier les difficultés de financement sur certains territoires, du fait de la ruralité ou d'accueil de réfugiés ? Est-ce un argument noble contre la décentralisation financière ?
- L'arbitrage impôt – emprunt en faveur de l'endettement ne reporte-t-il pas les maux d'aujourd'hui sur les générations futures, consacrant des fractures ouvertes ?
- Une pression fiscale accrue peut être décidée pour réduire la fracture sociale mais ne creuse-t-on pas une autre fracture, plus « citoyenne » entre des contributeurs et des bénéficiaires pour des prestations sociales à sens unique et une même offre, une même qualité de services publics ?

TYPE DE CONTRIBUTION ATTENDUE

Le présent atelier accueillera toutes les recherches traitant du financement et de la stratégie financière des organisations publiques, mais aussi de leurs incidences en termes de gouvernance publique. L'objet des travaux sera tout aussi bien l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements en charge d'un service public (hospitalier, enseignement supérieur, de transport...), les organismes de sécurité sociale, les entreprises publiques, etc.

Seront les bienvenus les travaux à portée conceptuelle et théorique, mais aussi les études de terrain et applications empiriques, sur les finances publiques en France et à l'étranger. La discussion est ouverte à toutes les disciplines connexes à la fonction financière dans le secteur public et susceptibles d'enrichir, voire de bousculer, les réflexions des gestionnaires et managers publics en la matière.